

TRADUCTION

Dossier n° 2026-2-3-2

Le 8 mars 2021

Monsieur Neil Cunningham
Président directeur général
Investissements PSP
Bureau 900
1250, boulevard René Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3B 4W8

Objet : CoreCivic et GEO Group

Monsieur,

J'espère que vous vous portez bien à Investissements PSP en ces temps difficiles!

Vous vous souviendrez peut-être de notre correspondance au sujet des préoccupations de l'AFPC concernant CoreCivic et GEO Group à l'été 2019. Je joins, à titre d'information, copies de ces lettres.

À ce moment-là, la participation du Régime de pension de retraite de la fonction publique (RPRFP) dans CoreCivic et Geo Group avait reçu beaucoup d'attention médiatique. Les deux entreprises américaines, qui exploitent des prisons privées, sont étroitement associées à la détention de familles de migrants qui fuient des régimes dictatoriaux d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale. Les membres de l'AFPC ont été horrifiés par les reportages de sources réputées sur l'insalubrité et les conditions sordides des installations où s'entassaient les familles et les enfants.

Outre l'aspect totalement répréhensible de ces situations du point de vue humanitaire, je vous faisais part, dans ma lettre du 31 juillet 2019, d'une autre préoccupation : le fait que la participation d'Investissements PSP dans des entreprises pénitentiaires privées pourrait avoir des conséquences à long terme pour les cotisants au régime de retraite de la fonction publique et/ou les bénéficiaires. Le fait de laisser perdurer la situation aurait présenté un risque considérable et inutile, et aurait pu être perçu par les membres de l'AFPC comme étant contraire aux obligations juridiques et fiduciaires d'Investissements PSP à l'égard des participants au régime.

Nous avons alors demandé à votre bureau de divulguer si Investissements PSP avait fait des placements dans CoreCivic ou GEO Group – soit directement, soit

par l'intermédiaire d'un fonds indiciel – et si vous aviez adopté une politique officielle concernant de futures associations avec ces deux entreprises.

Nous avons aussi acheminé notre correspondance à l'honorable Joyce Murray qui était présidente du Conseil du Trésor et ministre responsable d'Investissements PSP à l'époque.

Dans votre réponse (28 août 2019), vous avez confirmé qu'Investissements PSP ne détenait pas directement des actions de CoreCivic ou du GEO Group. Vous nous avez aussi assuré que vous examiniez les risques et les possibilités ESG de manière proactive et rigoureuse dans le cadre d'une stratégie d'investissement en vue de générer une valeur durable pour les cotisants et les bénéficiaires.

Il est regrettable que, moins de deux ans plus tard, on rapporte de nouveau dans les grands médias qu'Investissements PSP prene une importante participation dans CoreCivic et GEO Group. Selon les plus récents documents déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, Investissements PSP détient actuellement 314 722 actions ordinaires de CoreCivic évaluées à 2 062 000 \$ US ainsi que 307 210 actions ordinaires du GEO Group Inc. évaluées à 2 722 000 \$ US.

Vos porte-parole ont répondu initialement aux rapports médiatiques en indiquant que les placements dans CoreCivic et GEO Group sont la conséquence d'un portefeuille répliatif passif qui reproduit l'indice S&P 600. Cette explication semble très improbable. Comment un portefeuille à indexation passive pourrait-il entraîner une augmentation de 619 % de la participation détenue dans CoreCivic au cours d'un seul trimestre?

Ce qui est tout aussi déconcertant, c'est que les augmentations spectaculaires de la participation d'Investissements PSP dans CoreCivic et GEO Group se sont produites au beau milieu d'une campagne présidentielle américaine. Le candidat démocrate (maintenant président) Joe Biden avait dévoilé au public américain que l'élimination graduelle des prisons privées et des centres de détention pour immigrants ferait partie des objectifs clairs de son administration. Fidèle à sa parole, le président Joe Biden a émis un décret pour supprimer progressivement le recours de son gouvernement aux prisons privées quelques jours seulement après son entrée en fonction.

Comme je l'ai déjà dit, l'AFPC représente environ 160 000 membres de la fonction publique, qui contribuent actuellement au régime de retraite de la fonction publique selon les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique*. Un nombre important de ces membres travaillent dans des établissements et installations de Service correctionnel Canada et dans des centres de détention pour les immigrants. Les prisons privées et les centres de détention à but lucratif vont à l'encontre des principes et des croyances de nos

membres. De plus, investir dans ce genre d'entreprises pose des risques incalculables pour la réputation du RPRFP, lesquels ne peuvent être considérés comme étant dans le plus grand intérêt des cotisants ou des pensionnés.

À la lumière de ce qui précède, les membres de l'AFPC vous demandent respectueusement de procéder à la liquidation ordonnée de toutes les actions ordinaires détenues dans CoreCivic et GEO Group dès que cela sera raisonnablement possible.

J'espère que vous comprendrez notre position. N'hésitez pas à communiquer avec mon bureau en tout temps si vous avez des questions ou des préoccupations ou si vous souhaitez poursuivre la discussion davantage.

Veillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Le président national de l'AFPC et représentant de l'AFPC au Comité consultatif sur la pension de la fonction publique,

Chris Aylward

c. c.

L'honorable Jean-Yves Duclos, président du Conseil du Trésor
Martin J. Glynn, président du conseil d'administration, Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public
Stan Stapleton, président national, Syndicat des employé-e-s de la Sécurité et de la Justice
Jean-Pierre Fortin, président national du Syndicat des Douanes et de l'Immigration
Liam McCarthy, directeur par intérim, Négociations et programmes, AFPC
Suzanne Brandon, coordonnatrice, Section des programmes, AFPC
James Infantino, agent, pensions et assurance invalidité, AFPC
Michel Chevalier, président national, Association des retraité-e-s de l'Alliance de la Fonction publique